



LEX



IGO
Institut voor
Gerechtelijke Opleiding
IFJ
Institut de Formation
Judiciaire

Edition périodique: Janvier 2023

Infos générales concernant la newsletter juridique 'IFJ Lex'

Au travers de cette lettre d'information périodique, l'Institut de Formation Judiciaire (IFJ) souhaite vous informer de la législation (imminente) et des activités au sein des différents arrondissements judiciaires ainsi que des autorités nationales et internationales partenaires.

L'objectif de ces actualités est de vous donner un aperçu des informations et documents en circulation dans le monde judiciaire et d'améliorer le partage de connaissances entre les autorités judiciaires.

Langue

Certains documents ne sont disponibles qu'en néerlandais, en français ou en anglais.

Rubriques

Les rubriques clés peuvent différer d'une newsletter à l'autre selon les informations reçues.

Banque de données IFJ Lex

Souhaitez-vous retrouver tout le contenu de notre lettre d'information juridique 'IFJ Lex' dans un seul endroit ? C'est dorénavant possible via notre nouvelle '[banque de données juridiques IFJ Lex](#)', dans laquelle nous rassemblons toutes les informations provenant de notre lettre d'information juridique 'IFJ Lex'. Cette banque de données vous permettra de consulter les versions précédentes de la lettre d'information juridique ainsi que les informations et documents y figurant.

Souhaitez-vous partager des informations ?

Souhaitez-vous également partager des sources ou informations avec vos collègues ? Faites-le nous savoir via redac_igo@igo-ifj.be. Il faut que ce soit de l'information qui peut être diffusée publiquement.

L'IFJ est actif sur Twitter

Dorénavant, l'IFJ est également actif sur Twitter. Par ce canal, nous souhaitons d'une part faire connaître notre offre de formations auprès de groupes cibles spécifiques qui ne sont pas actuellement magistrats professionnels et membres du personnel judiciaire, et d'autre part diffuser des informations générales comme l'IFJ Lex, le rapport annuel ou d'autres mises à jour telles que mesures contre le coronavirus.

Vous pouvez suivre notre compte Twitter ici: https://twitter.com/igo_ifj

Tables des matières

Actualités des hautes juridictions	3
1. Cour de justice	3
2. Cour constitutionnelle	5
3. Cour de cassation.....	5
Universités – Barreaux – Associations - Autres	6
1. Universités	6
2. Barreaux.....	7
3. Autres.....	7
Actualités du Parlement.....	8
1. La justice et la Chambre des représentants.....	8
2. Autres législations - liens utiles.....	8
Autres institutions nationales, européennes et internationales	9
1. Législation européenne – liens statiques.....	9
Contact	10

Actualités des hautes juridictions

1. Cour de justice (www.curia.europa.eu)

Lettre d'information de la Cour de justice

Il s'agit d'une lettre d'information périodique de la Cour de justice de l'Union européenne présentant certaines affaires pendantes et reprenant les points-clés des arrêts et des conclusions.

- [Lettre d'information 9 au 13 janvier 2023](#)
- [Lettre d'information 16 au 20 janvier 2023](#)
- [Lettre d'information 23 au 27 janvier 2023](#)
- [Nieuwsalert 10 januari 2023 \(NL\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 26. Dezember 2022 – 20. Januar 2023 \(DE\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 9. – 20. Januar 2023 \(DE\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 16. – 27. Januar 2023 \(DE\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 16. – 27. Januar 2023 \(Neue Fassung\) \(DE\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 23. Januar – 3. Februar 2023 \(DE\)](#)

Sélection d'arrêts, conclusions et avis rendus par la Cour

Arrêts, conclusions et avis rendus par la Cour avec mise en évidence des affaires pour lesquelles la Belgique est partie.

- [C-98/22](#), Arrêt du 22/12/2022 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière civile – Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions en matière civile et commerciale – Règlement (UE) no 1215/2012 – Article 1er, paragraphe 1 – Notion de “matière civile et commerciale” – Action d'une autorité publique visant à faire constater, sanctionner et cesser des pratiques restrictives de concurrence
- [C-583/22PPU](#), Arrêt du 12/01/2023 - Renvoi préjudiciel – Renvoi préjudiciel – Espace de liberté, de sécurité et de justice – Coopération policière et judiciaire en matière pénale – Décision-cadre 2008/675/JAI – Article 3, paragraphe 1 – Principe de l'assimilation des condamnations antérieures prononcées dans un autre État membre – Obligation de reconnaître à ces condamnations des effets équivalents à ceux attachés aux condamnations nationales antérieures – Règles nationales relatives à la confusion des peines a posteriori – Pluralité d'infractions – Détermination d'une peine globale – Plafond de quinze ans pour les peines privatives de liberté de durée déterminée – Article 3, paragraphe 5 – Exception – Infraction commise avant le prononcé ou l'exécution des condamnations dans l'autre État membre
- [C-280/21](#), Arrêt du 12/01/2023 - Renvoi préjudiciel – Espace de liberté, de sécurité et de justice – Politique commune en matière d'asile – Conditions pour pouvoir bénéficier d'un statut de réfugié – Directive 2011/95/UE – Article 10, paragraphe 1, sous e), et paragraphe 2 – Motifs de la persécution – Notions d’“opinions politiques” et d’“opinions politiques attribuées” – Tentatives d'un demandeur d'asile de se défendre, dans son pays d'origine,

par des moyens légaux contre des acteurs non étatiques agissant illégalement et à même d'instrumentaliser l'appareil répressif de l'État concerné

- [C-638/22PPU](#), Conclusions du 12/01/2023 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière civile – Matière matrimoniale et de responsabilité parentale – Enlèvement international d'enfant – Convention de La Haye de 1980 – Articles 11 à 13 – Règlement (CE) n° 2201/2003 – Article 11 – Impératif de célérité de la procédure de retour – Suspension de l'exécution d'une décision de retour définitive, accordée de plein droit, sur demande d'une entité publique habilitée, visant à permettre à cette entité de former un pourvoi en cassation et son examen par la juridiction compétente – Incompatibilité avec le droit de l'Union
- [C-608/21](#), Conclusions du 12/01/2023 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière pénale – Droit à l'information dans le cadre des procédures pénales – Directive 2012/13/UE – Droit d'être informé de l'accusation portée contre soi – Article 6, paragraphe 2 – Communication des motifs d'une décision de détention à la personne soupçonnée ou poursuivie – Délai – Contenu
- [C-383&384/21 \(affaire belge\)](#), Arrêt du 22/12/2022 - Renvoi préjudiciel – Marchés publics – Directive 2014/24/UE – Attribution du marché public sans engagement d'une procédure d'appel d'offres – Marchés publics passés entre des entités appartenant au secteur public – Article 12, paragraphe 3 – Marchés publics faisant l'objet d'une attribution in house – Notion de "contrôle analogue" – Conditions – Représentation de tous les pouvoirs adjudicateurs participants – Article 12, paragraphe 4 – Contrat entre des pouvoirs adjudicateurs poursuivant des objectifs communs d'intérêt public – Notion de "coopération" – Conditions – Non-transposition dans les délais impartis – Effet direct
- [C-148&184/21 \(affaire belge\)](#), Arrêt du 22/12/2022 - Renvoi préjudiciel – Marque de l'Union européenne – Règlement (UE) 2017/1001 – Article 9, paragraphe 2, sous a) – Droits conférés par la marque de l'Union européenne – Notion d'"usage" – Exploitant d'un site Internet de vente en ligne intégrant une place de marché en ligne – Annonces publiées sur cette place de marché par des vendeurs tiers faisant usage, dans ces annonces, d'un signe identique à une marque d'autrui pour des produits identiques à ceux pour lesquels celle-ci est enregistrée – Perception de ce signe comme faisant partie intégrante de la communication commerciale de cet exploitant – Mode de présentation des annonces ne permettant pas de distinguer clairement les offres dudit exploitant de celles de ces vendeurs tiers
- [C-677/21 \(affaire belge\)](#), Conclusions du 12/01/2023 - Renvoi préjudiciel – TVA – Directive 2006/112/CE – Opérations imposables – Assujetti – Consommation illégale d'électricité – Facturation de l'électricité consommée illégalement par le gestionnaire de réseau de distribution compétent – Notion d'"activité économique" – Notion de "autre organisme de droit public" – Portée négligeable des activités citées à l'article 13, paragraphe 1, troisième alinéa, de la directive TVA
- [C-162/21 \(affaire belge\)](#), Arrêt du 19/01/2023 - Renvoi préjudiciel – Environnement – Règlement (CE) no 1107/2009 – Mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques – Article 53, paragraphe 1 – Situations d'urgence en matière de protection phytosanitaire – Dérogation – Champ d'application – Semences traitées à l'aide de produits phytopharmaceutiques – Néonicotinoïdes – Substances actives présentant des risques élevés pour les abeilles – Interdiction de la mise sur le marché et de l'utilisation en extérieur des semences traitées à l'aide de produits phytopharmaceutiques contenant de telles substances actives – Règlement d'exécution (UE) 2018/784 et règlement d'exécution (UE) 2018/785 – Non-applicabilité de la dérogation – Protection de la santé humaine et animale et de l'environnement – Principe de précaution

2. Cour constitutionnelle (<http://www.const-court.be/>)

Arrêts de la Cour constitutionnelle

- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 22 décembre 2022](#)
- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 12 janvier 2023](#)
- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 19 janvier 2023](#)

Sélection des arrêts de la Cour constitutionnelle

Sélection des publications récentes concernant la jurisprudence de la Cour constitutionnelle

- [Septembre - décembre 2022](#)

3. Cour de cassation

(https://justice.belgium.be/fr/ordre_judiciaire/cours_et_tribunaux/cour_de_cassation)

Arrêts de la Cour de cassation sous la loupe

Décembre
2022

Nouveau moteur de recherche Jportal

À partir du 15 décembre 2020, Jurejuridat ne sera plus accessible via un ordinateur en dehors du réseau du SPF Justice. Toutefois, la jurisprudence belge qui y est incluse reste consultable. Un nouveau moteur de recherche très performant est disponible : JUPORTAL. Vous pouvez y accéder via <https://juportal.be>.

- [Cass. 9 december 2022, C.22.0030.N](#) (traduction pas encore disponible)
Derdenverzet - Onteigening ten algemenen nutte
- [Cass. 12 december 2022, C.18.0533.F](#)
Grève et lock-out
- [Cass. 15 december 2022, P.22.1327.N](#)
Etrangers - Pourvoi en cassation - Matière répressive
- [Cass. 15 december 2022, C.21.0003.F](#)
Responsabilité hors contrat - Fait – Faute
- [Cass. 16 december 2022, C.21.0448.N](#) (traduction pas encore disponible)
Parlementaire onschendbaarheid
- [Cass. 20 december 2022, P.22.1251.N](#) (traduction pas encore disponible)
Aansprakelijkheid buiten overeenkomst - Daad

	<ul style="list-style-type: none"> • Cass. 20 december 2022, P.22.1659.N (traduction pas encore disponible) Voorlopige hechtenis – Handhaving • Cass. 20 december 2022, P.21.0828.N (traduction pas encore disponible) Cassatieberoep - Strafzaken - Hof van assisen - Samenstelling van de jury en van het hof - Preliminaire zitting • Cass. 20 december 2022, P.22.1096.N (traduction pas encore disponible) Hof van assisen - Behandeling ter zitting en tussenarresten - Verklaring van de jury • Cass. 20 december 2022, P.22.0815.N (traduction pas encore disponible) Hof van assisen - Samenstelling van de jury en van het hof - Preliminaire zitting • Cass. 20 december 2022, P.22.1136.N (traduction pas encore disponible) Heropening van de rechtspleging • Cass. 28 december 2022, P.22.1702.N Détention préventive - Mandat d'arrêt
--	--

Libercas : actualités de la Cour de cassation

Libercas contient les sommaires des arrêts de la Cour de cassation publiés, classés selon la liste des mots-clés de la Cour.

- [Libercas décembre 2022](#)

Universités – Barreaux – Associations - Autres

1. Universités

Centre de droit privé

- [Les pages n°138 - 1 janvier 2023](#)

Université Catholique de Louvain

- [Cahiers de l'EDEM – 31 décembre 2022](#)

Université de Liège

- [E-News de l'Université de Liège – décembre 2022](#)

2. Barreaux

Barreau d'Anvers

Lettre d'information « Prometheus Wetgeving » issue de la bibliothèque et du service d'étude reprenant des activités du barreau d'Anvers. La lettre d'information donne un aperçu de la législation et de la jurisprudence concernant le droit public, civil, judiciaire, commercial, économique, pénal, fiscal et social.

- [Prometheus Wetgeving – 6 december 2022 - 10 januari 2023 \(NL\)](#)

3. Autres

Sélection d'arrêts de la CJUE par Rechtspraak.nl

Aperçu global de la jurisprudence européenne

- [Rechtspraak Europa \(januari 2023\) \(NL\)](#)

Actualités du Parlement

1. La justice et la Chambre des représentants

Questions et réponses parlementaires (2^{ième} session de la 55^e législature)

Divers projets de loi et questions d'actualité destinés au gouvernement au sein de la commission de la Justice

- [Questions et réponses \(7 novembre 2022\)](#)
- [Questions et réponses \(17 novembre 2022\)](#)
- [Questions et réponses \(5 décembre 2022\)](#)

2. Autres législations - liens utiles

Liens statiques

- NOUVEAU site web de la Cour de cassation : <https://courdecassation.be/fr>
- [Justel](#)
- [lubel => Juportal](#)

Important : En ce qui concerne l'utilisation de Jure-Juridat :

- [Le nouveau moteur de recherche JUPORTAL remplace Jure-Juridat](#)

- [Moniteur belge](#)
- [Collège des cours et tribunaux](#)
- [Collège du Ministère public](#)
- [Le ministère public en image](#)
- [Senlex](#)
- [Belgiquelex : banque carrefour de la législation](#)
- [Législation coordonnée](#)
- [Rechtsreeks.be – Digitale archieven](#)
- [Catalogue commun des bibliothèques fédérales](#)
- Bibliothèque du SPF Justice : <https://justice.belgium.be/fr/bibliotheque>
- Bibliothèque du SPF Finances : <https://finances.belgium.be/fr/biblioth%C3%A8que>
- [Fisconet plus du SPF Finances](#)

La Bibliothèque est libre d'accès pour toute personne intéressée. Les recherches se font par les visiteurs eux-mêmes, et le personnel est à disposition pour aider dans la consultation et la recherche des collections disponibles.

Seuls les fonctionnaires du SPF Finances en activité de service peuvent emprunter des ouvrages avec un maximum de 3 unités pour une période de 1 (un) mois.

Seuls sont empruntables les ouvrages indiqués comme tels dans la base de données. (Revue, dictionnaires, mises à jour,... ne sont pas prêtables, mais consultables sur place). Les fonctionnaires peuvent suggérer l'acquisition d'ouvrages intéressants pour la Bibliothèque au moyen du [formulaire de suggestion](#).

Ce formulaire est à envoyer à l'adresse mail de la Bibliothèque : bib.noga@minfin.fed.be

Les visiteurs peuvent faire des copies en respectant la loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins, ainsi que le code déontologique (ICT) du SPF Finances du 1er septembre 2020 qui est d'application pour tout utilisateur de la Bibliothèque .

Autres institutions nationales, européennes et internationales

1. Législation européenne – liens statiques

Liens statiques

Banque de données sur la législation européenne

- [Eur-lex - Point d'accès à la législation de l'Union européenne sur le web](#)
- [Eur-lex - Synthèses de la législation de l'UE](#)
- [Office de publication de l'Union européenne](#)
- [Portail européen e-Justice](#)
- [Sources pour retrouver des infos UE](#)
- [Just-Be-Europe](#)

Conseil de l'Europe

- [Plateforme de partage des connaissances](#)

Contact

Souhaitez-vous partager des informations ?

Souhaitez-vous également partager des sources ou informations avec vos collègues ? Faites-le nous savoir via redac_igo@igo-ifj.be. Il faut que ce soit de l'information qui peut être diffusée publiquement.